

a

**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Quatre-vingt-deuxième session**

Rome, 8-9 septembre 2004

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

**DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE**

**AU TITRE DU GUICHET MONDIAL/RÉGIONAL (DONS)**

POUR

**LA RECHERCHE ET LA FORMATION AGRICOLES**

MENÉES PAR DES

**CENTRES INTERNATIONAUX NE BÉNÉFICIAINT PAS DU SOUTIEN DU GCRAI**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE – INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>DEUXIÈME PARTIE – RECOMMANDATION</b>	<b>2</b>
<b>ANNEXES</b>	
<b>I. GROUPE CONSULTATIF D'ASSISTANCE AUX PLUS PAUVRES (GCAP): PROGRAMME DE FORMATION DE COALITIONS STRATÉGIQUES ET DE PROMOTION DE L'INNOVATION ET DE L'APPRENTISSAGE EN MATIÈRE DE FINANCE RURALE</b>	<b>3</b>
<b>II. CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CRDI): INITIATIVE RÉGIONALE CONCERNANT LA DEMANDE D'EAU</b>	<b>8</b>



**SIGLES ET ACRONYMES**

CRDI	Centre de recherches pour le développement international
DAT	Dons d'assistance technique
GCAP	Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres
GDE	Gestion de la demande d'eau
POAN	Proche-Orient et Afrique du Nord
WADI <i>mena</i>	Initiative régionale concernant la demande d'eau



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA AU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE  
DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA RECHERCHE ET LA  
FORMATION AGRICOLES MENÉES PAR DES  
CENTRES INTERNATIONAUX NE BÉNÉFICIAINT PAS DU SOUTIEN DU GCRAI**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de deux dons d'assistance technique (DAT), d'un montant de 2 400 000 USD, pour la recherche et la formation agricoles menées par des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI.

**PREMIÈRE PARTIE – INTRODUCTION**

1. Le présent rapport recommande que le FIDA apporte son appui aux programmes de recherche et de formation des centres internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI ci-après: le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).
2. Les descriptifs des dons d'assistance technique qui sont proposés au Conseil d'administration pour approbation figurent dans les annexes au présent rapport:
  - i) Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP): Programme de formation de coalitions stratégiques et de promotion de l'innovation et de l'apprentissage en matière de finance rurale.
  - ii) Centre de recherches pour le développement international (CRDI): Initiative régionale concernant la demande d'eau.
3. Les objectifs et le contenu de ces programmes de recherche appliquée sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de DAT pour la recherche et la formation agricoles.
4. Les objectifs stratégiques visés par le FIDA en matière de développement des technologies sont axés: a) sur les groupes cibles du Fonds et sur leurs stratégies en matière de sécurité alimentaire des ménages, surtout dans les régions reculées et les régions agroécologiques marginales; b) sur les technologies qui tendent à exploiter les systèmes de savoirs traditionnels, qui tiennent compte des différences entre les sexes et qui sont de nature à améliorer et à diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources grâce à une amélioration de la productivité et à l'élimination des obstacles à la production; c) sur l'accès aux avoires productifs (terre et eau, services financiers, main-d'oeuvre et technologie, y compris technologies autochtones) et sur la gestion durable et productive de ces ressources; d) sur le cadre de politique générale de nature à encourager les ruraux pauvres à améliorer leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts; et e) sur un cadre institutionnel à l'intérieur duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales fournissent des services aux économiquement faibles, selon leurs avantages comparatifs. Dans ce contexte, le FIDA a également l'intention d'élaborer des approches filières à l'intention des ruraux pauvres. Enfin, l'établissement d'un réseau unifié de collecte et de diffusion des savoirs mettra le Fonds mieux à même de nouer des liens stratégiques à long terme avec

ses partenaires de développement et de multiplier l'impact de son programme d'appui à la recherche et à la formation agricoles.

5. Les DAT proposés dans ce document correspondent aux objectifs stratégiques susmentionnés. Le Programme de création de coalitions stratégiques et de la promotion de l'innovation et de l'apprentissage dans le domaine du financement rural vise spécifiquement les objectifs stratégiques c) et e). Ce DAT répond également à l'objectif stratégique consistant à renforcer les capacités du FIDA en tant qu'organisation à même de créer des réseaux pour susciter des débats virtuels et créer des partenariats dynamiques avec d'autres donateurs et les spécialistes du financement rural. Dans ce contexte, le DAT proposé, tout en fournissant un appui au GCAP, permettra au FIDA d'avoir accès aux services d'appui critiques de ce dernier pour consolider les partenariats stratégiques entre le Fonds et les autres donateurs et élargir considérablement la base de connaissances du FIDA et ce qu'il peut apprendre en matière de financement rural.

6. L'initiative régionale concernant la demande d'eau répond aux objectifs stratégiques c) et e). En ce qui concerne l'objectif c), les produits du DAT contribueront à faciliter l'accès à l'eau et permettront de mieux la gérer en améliorant l'efficacité, l'équité et la durabilité des utilisations qui sont faites de l'eau dans les pays de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (POAN). Les résultats du DAT, en permettant de prendre des décisions mieux informées, faciliteront l'accès à l'eau des communautés pauvres, des populations rurales et des femmes. S'agissant de l'objectif e), les activités réalisées grâce au DAT encourageront la concertation, la sensibilisation, la création de réseaux et le renforcement des capacités et des connaissances grâce à des recherches, des activités pilotes et des échanges régionaux entre institutions publiques, privées, locales, nationales, régionales et internationales.

## DEUXIÈME PARTIE – RECOMMANDATION

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons d'assistance technique proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds fera au Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP) un don d'un montant de un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) au maximum pour financer en partie le Programme de formation de coalitions stratégiques et de promotion de l'innovation et de l'apprentissage en matière de finance rurale. Ce don sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds fera au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) un don d'un montant de un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) au maximum pour financer en partie l'Initiative régionale concernant la demande d'eau. Ce don sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge



**GROUPE CONSULTATIF D'ASSISTANCE AUX PLUS PAUVRES (GCAP): PROGRAMME DE  
FORMATION DE COALITIONS STRATÉGIQUES ET DE PROMOTION DE L'INNOVATION ET DE  
L'APPRENTISSAGE EN MATIÈRE DE FINANCE RURALE**

**I. CONTEXTE**

1. Le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP) est un consortium composé de 26 donateurs multilatéraux et bilatéraux (plus deux fondations) qui ont décidé de travailler ensemble pour permettre aux pauvres des pays en développement d'avoir plus facilement accès aux services financiers. Le GCAP est un centre d'information pour l'ensemble des organismes de microfinancement et est une instance qui s'attache à dégager un consensus au plan mondial sur les règles et normes que devrait suivre dans ce domaine la communauté des donateurs. En outre, le GCAP a lancé avec la participation de 17 organismes donateurs, dont le FIDA, une importante initiative d'évaluations concertées.

2. Les cinq objectifs prioritaires du GCAP sont les suivants:

- développement d'une large gamme d'institutions financières et non financières desservant les pauvres;
- fourniture de services aux pauvres et aux clients non desservis et création d'un impact positif sur leurs conditions de vie;
- amélioration de la qualité et de la disponibilité de l'information;
- rationalisation du cadre de politique générale et de réglementations; et
- amélioration de l'efficacité de l'appui des donateurs.

**II. JUSTIFICATION/RELATION AVEC LES ACTIVITÉS DU FIDA**

3. Ces dernières années, le FIDA a noué avec le GCAP des rapports de symbiose, ce dernier constituant un tremplin efficace pour un échange de concepts, d'idées et d'avis techniques en matière de financement rural, le FIDA, pour sa part, validant dans la pratique les connaissances communes.

4. La participation continue du FIDA au GCAP contribue immensément à faciliter et à renforcer les activités du Fonds en matière de financement rural et à rehausser sa visibilité parmi la communauté des donateurs. Le GCAP est entièrement tributaire d'un financement des donateurs pour ses opérations et pour les services qu'il offre aux organismes de microfinancement et à la communauté des donateurs elle-même. La raison d'être du DAT proposé est par conséquent de reconduire la participation du FIDA au GCAP pour les quatre années à venir. Ce DAT renforcera le partenariat stratégique entre le Fonds et le GCAP et permettra au FIDA d'atteindre les objectifs stratégiques et opérationnels clés exposés ci-dessous.

**Création de coalitions stratégiques**

5. Son appui financier au GCAP permettra au Fonds de continuer de faire partie du groupe de 28 donateurs et de tirer profit des activités communes d'apprentissage, outre que le Fonds pourra tester la validité de ses approches avec d'autres praticiens, partager des informations répondant au dernier état des connaissances et intégrer les enseignements retirés de l'expérience à ses activités de financement rural. De plus en plus, le GCAP s'attache à promouvoir une coordination plus étroite entre les donateurs dans ce domaine. C'est ainsi, par exemple, qu'il a lancé à la suite des

17 évaluations concertées qui ont été réalisées une série d'évaluations de l'efficacité des activités des donateurs au niveau des pays.

### **Promotion d'une initiative de communication pour rehausser la visibilité du FIDA et encourager l'innovation**

6. Pour une large part, le GCAP constitue pour le Fonds une passerelle qui lui permet de diffuser l'expérience tirée de ses projets les plus réussis parmi les donateurs ainsi que parmi les représentants des gouvernements qui assistent fréquemment aux réunions du GCAP. Une participation visible à ces réunions constituera également une occasion d'identifier le nouveau créneau pour les activités du FIDA et de trouver des partenaires (institutions financières internationales, banques de développement, etc.) qui lui permettent d'élargir ses interventions.

### **Possibilités d'apprentissage continu**

7. Les résultats des travaux du GCAP intéressent directement les opérations du FIDA et lui permettent d'apprendre continuellement pour conserver la place de premier plan qu'il occupe dans le domaine du financement rural. Particulièrement important est l'accent que le GCAP met sur l'efficacité de l'aide tout en poursuivant ses recherches pratiques dans des domaines critiques, y compris celui du financement rural.

8. En outre, le GCAP a pris une part active aux évaluations concertées des programmes de recherche et des études techniques du FIDA dans le domaine du financement rural, dont on peut citer comme exemple les "Outils de décision concernant le financement rural", dans les évaluations d'impact, dans la mise en place de l'établissement de systèmes de microfinancement pour l'agriculture et dans l'élaboration de la stratégie régionale de financement rural pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, et il importe que le GCAP continue de jouer ce rôle dynamique.

### **Participation du FIDA à la gouvernance du GCAP**

9. Par le biais du DAT proposé, le FIDA jouera un rôle actif dans la gouvernance du GCAP, contribuera à formuler et à actualiser la stratégie globale de ce dernier et fera en sorte que celle-ci reflète les priorités du Fonds et les problèmes qu'il s'attache à résoudre. En sa qualité de membre du GCAP, qui a son siège à la Banque mondiale, le FIDA siègera au Conseil des gouverneurs (assimilable à un conseil d'administration) du GCAP. En outre, le FIDA se proposera, en accord avec les autres donateurs, d'occuper le siège réservé aux institutions financières internationales au Comité exécutif lorsqu'il se trouvera vacant.

## **III. PROGRAMME PROPOSÉ**

10. La raison d'être du DAT proposé est de reconduire la participation du FIDA au GCAP en apportant au groupe l'appui financier requis de ses membres.<sup>1</sup> Ce faisant, le FIDA pourra continuer à bénéficier des services du GCAP. Ce DAT a par conséquent pour objectif d'améliorer l'efficacité opérationnelle et l'impact du FIDA dans le domaine du financement rural en exploitant la masse de connaissances, de données d'expérience et de compétences techniques qu'offre le GCAP en sa qualité de dépositaire des savoirs en matière de microfinancement et de financement rural.

11. Les objectifs spécifiques du DAT sont les suivants: i) créer des partenariats stratégiques qui permettent au Fonds d'élargir ses activités au profit des bénéficiaires; et ii) étendre la base de connaissances du FIDA et accroître les possibilités qui s'offrent à lui d'apprendre pour fournir à ses bénéficiaires des services de haute qualité.

---

<sup>1</sup> La contribution de base des donateurs est fixée à 300 000 USD par an.

### **Renforcement des partenariats stratégiques avec la communauté des donateurs**

12. Les évaluations conjointes ont débouché sur l'élaboration d'un plan d'action collectif visant à améliorer l'efficacité de l'aide en reflétant les recommandations formulées dans un programme de travail à exécuter au cours des deux prochaines années. Il importe donc au plus haut point que le FIDA participe activement au suivi des évaluations concertées de manière à pouvoir contribuer au dialogue qui se poursuit au sujet de l'efficacité de l'assistance et d'améliorer la qualité de ses activités dans le domaine du financement rural et leur impact. Le GCAP aidera le Fonds à mettre en oeuvre le plan d'action interne que ce dernier a élaboré pour accroître l'impact sur le développement de ses programmes de financement rural.

13. Deux activités sont prévues dans le contexte de ce premier objectif:

#### **Appui à la mise en oeuvre et recommandations issues des évaluations concertées**

14. Le plan d'action élaboré par le FIDA pour mettre en oeuvre les recommandations issues des évaluations concertées comporte plusieurs initiatives importantes qui ont déterminé le programme de travail du Groupe thématique du FIDA sur le financement rural pour 2004 et au-delà.

15. La première initiative concerne l'introduction progressive de la Course de l'information sur le microfinancement, qui aidera les institutions financières rurales associées au FIDA à communiquer des informations sur leurs activités de communication et sur leurs résultats. Le GCAP continuera de fournir un appui au Fonds dans cet important domaine.

16. En outre, le GCAP a offert des possibilités de formation du personnel des donateurs en matière de microfinancement et de financement rural et a organisé à la demande du FIDA un cours de formation à l'intention des donateurs qui a eu lieu en Italie en avril 2004. Il s'agit là du premier d'une série d'efforts concertés qui continueront d'être développés à l'avenir, particulièrement sur le terrain.

#### **Appui à quatre groupes de travail de donateurs sur le financement rural**

17. À la suite de la Conférence sur le financement rural qui s'est tenue à Washington en 2003 sous l'égide de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le GCAP a aidé à organiser trois groupes de travail de donateurs sur d'importants aspects du financement rural auxquels le FIDA contribue activement, à savoir formation et renforcement des capacités, diffusion d'informations sur les réalisations obtenues sur le terrain et élaboration par consensus de principes directeurs sur l'action des donateurs dans le domaine du financement rural. Par ailleurs, le GCAP apporte un appui actif à un groupe de travail de donateurs sur la mobilisation de l'épargne. Les résultats auxquels sont parvenus par le passé les groupes de travail de donateurs ont montré le rôle critique que peut jouer le GCAP en appuyant la coordination de l'action des donateurs dans des domaines d'intérêt commun.

#### **Élargissement de la base de connaissances et du programme d'apprentissage du FIDA**

18. Étant donné le rôle de premier plan que joue le FIDA en matière de financement rural, il importe au plus haut point qu'il puisse avoir accès au dernier état des connaissances et des données d'expérience et à des solutions techniquement valables. La poursuite du partenariat avec le GCAP permettra au Fonds de bénéficier des outils existants, des modèles qui ont fait leur preuve et des modules de formation élaborés par le GCAP.

19. Deux séries d'activités sont prévues dans le contexte de cet objectif:

**Élaboration de nouveaux outils opérationnels**

20. Les quatre outils opérationnels ci-après devraient être mis au point au cours des deux prochaines années:

- Un outil opérationnel concernant la *Gouvernance dans le domaine du financement rural*. Une fois cet outil au point, le FIDA pourra mieux comprendre les problèmes de gouvernance qui se posent et élaborer des stratégies appropriées pour renforcer ses programmes.
- Mise à l'essai, dans cinq à huit pays pilotes, de l'*Outil d'évaluation de la pauvreté* élaboré par le GCAP.
- Un outil opérationnel concernant l'*Évaluation d'impact dans le domaine du financement rural*.
- Un outil opérationnel sur les possibilités de mobiliser le concours des banques commerciales dans les domaines du financement rural et du microfinancement.

Le partenariat avec le GCAP permettra non seulement d'améliorer la qualité technique des outils mais aussi de valider leur crédibilité à la lumière des normes appliquées dans le secteur. En outre, le GCAP aidera à communiquer le résultat final de ses activités aux donateurs, ce qui créera une possibilité supplémentaire d'obtenir une information en retour.

21. Comme indiqué ci-dessus, les compétences techniques et la participation du GCAP sont jugées essentielles pour le FIDA en vue de la réalisation de ces projets spécifiques.

**Élaboration d'un programme de développement des connaissances et d'apprentissage**

22. Le FIDA a acquis une vaste expérience d'approches et de modèles novateurs du financement rural. Il y a lieu de citer notamment la promotion et l'association de services financiers en Afrique de l'Ouest et l'appui à l'établissement de liens entre les groupes d'autoassistance et les banques dans le sud de l'Asie, modèle aujourd'hui le plus suivi dans cette région.

23. Le FIDA a l'intention d'entreprendre en 2004 une étude technique approfondie du modèle d'associations de services financiers qui comportera notamment une évaluation sur le terrain des projets du Fonds. Le FIDA pense que cette analyse devrait susciter un vif intérêt parmi les donateurs et les partenaires techniques, ce qui contribuera à son programme d'apprentissage partagé. Le GCAP participe aux évaluations des associations de services financiers depuis 2001 et constituera un tremplin qui aidera à diffuser efficacement les enseignements retirés de ce modèle.

24. Le FIDA a commencé, en coopération avec le GCAP, à rendre compte des résultats donnés par les efforts déployés par les institutions de financement rural pour assurer un financement durable de l'agriculture, et il envisage d'élargir ce programme conjoint de recherche et d'apprentissage.

25. En outre, le FIDA a commencé à coopérer activement avec la Banque interaméricaine de développement (BID) dans le domaine des envois de fonds en Amérique latine. Il établira un programme de coopération dans ce domaine avec le GCAP en s'attachant à déterminer comment l'on pourrait faciliter l'accès des groupes cibles du FIDA à ces services en milieu rural et à déterminer l'impact des services d'envois de fonds sur les opérations et la structure financière des institutions de financement rural associées au Fonds.

#### IV. ARRANGEMENTS D'EXÉCUTION

26. La responsabilité d'ensemble de la gestion du DAT relèvera du GCAP. Les tâches identifiées seront exécutées en collaboration avec le GCAP et en coordination avec les autres partenaires stratégiques.

27. Le FIDA invitera un agent du GCAP, une fois par an, à discuter et à arrêter un programme de travail annuel en vue de la réalisation des activités conjointes. Ces programmes de travail annuels seront fondés sur la liste générale des principales activités identifiées dans le cadre logique, étant entendu que cette liste ne doit pas être considérée comme exhaustive.

#### V. COÛTS INDICATIFS DU PROGRAMME ET FINANCEMENT

28. Le budget total pour la période de quatre ans est de 1,2 million de USD. L'appui du FIDA contribuera à couvrir les dépenses à prévoir pour que le Fonds puisse avoir accès à *tous* les produits et activités envisagés dans le contexte du DAT. À ce propos, il est proposé que la contribution du FIDA serve également à financer le coût des services de l'agent du GCAP qui s'occupera de la réalisation du programme d'apprentissage, d'innovation et d'appui technique en faveur des pauvres esquissé ci-dessus.

	A1 en USD	A2 en USD	A3 en USD	A4 en USD	
Personnel du GCAP (Europe)					
À plein temps	230 000	230 000	230 000		
À temps partiel				110 000	
<i>Total partiel</i>					800 000
Personnel du GCAP (Washington)					
À plein temps	200 000	200 000			
<i>Total partiel</i>					400 000
<b>Total des coûts du programme</b>	<b>430 000</b>	<b>430 000</b>	<b>230 000</b>	<b>110 000</b>	<b>1 200 000</b>

## **CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CRDI): INITIATIVE RÉGIONALE CONCERNANT LA DEMANDE D'EAU**

### **I. CONTEXTE**

1. C'est dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (POAN) que les ressources en eau douce sont les plus maigres du monde. Bien que la région représente 4,5% de la population mondiale et 6,5% de la superficie terrestre, elle a moins de 1% de ressources hydrauliques à régénération interne annuelle de la planète. L'eau douce manque non seulement pour le plus gros consommateur d'eau, à savoir le secteur agricole, mais aussi pour les utilisations domestiques et industrielles et le tourisme ainsi que pour la préservation de l'intégrité de l'environnement. Il est établi que la région vit un stress hydraulique pour ce qui est aussi bien de la quantité que de la qualité de l'eau disponible et, à moins que quelque chose ne soit fait immédiatement pour s'attaquer à ce problème, beaucoup de pays se retrouveront dans une situation de pénurie d'eau irréversible. La stratégie élaborée par le FIDA pour la région POAN a comme principal objectif, entre autres, d'améliorer la gestion des ressources hydrauliques. En particulier, la stratégie régionale prévoit que le FIDA doit "s'efforcer de résoudre les problèmes étroitement interdépendants que sont la pauvreté rurale, la production agricole et une gestion rationnelle de l'environnement. La pénurie d'eau – problème le plus critique – est une question qui doit d'urgence retenir l'attention".

2. La plupart des pays de la région POAN, comme les autres pays en développement, ont toujours cherché le moyen d'accroître l'approvisionnement en eau plutôt que d'encourager une économie d'eau. En fait, la région exploite ses ressources hydrauliques plus que toute autre région du monde, et pas nécessairement de la façon la plus économique. De grands projets d'infrastructure, comme construction de barrages et de réservoirs, d'installations de dessalement et de stations d'épuration des eaux usées, ont occupé la plus large place dans les politiques hydrauliques au cours des quelques dernières dizaines d'années. Pour éviter une crise sérieuse, la méthode traditionnelle, axée sur l'offre, est remise en question et d'autres approches indispensables ont commencé à voir le jour. De nouvelles approches complémentaires de gestion des ressources hydrauliques tendant à concilier l'offre et la demande d'eau de façon aussi efficace, soutenable et équitable que possible compte tenu des contraintes existantes sont aujourd'hui appliquées. Regrettablement, le concept de gestion de la demande d'eau n'est pas encore pleinement compris dans la région POAN. Toutefois, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et d'autres partenaires se sont employés, pour commencer, à appuyer les recherches pour susciter une prise de conscience accrue du problème et le faire mieux comprendre par les usagers et les pouvoirs publics.

3. Par gestion de la demande d'eau (GDE), l'on entend toute mesure visant à améliorer l'efficacité des utilisations de l'eau destinées à un emploi spécifique, à modifier la nature de la tâche à réaliser ou les modalités selon lesquelles elle est accomplie de manière à pouvoir utiliser moins d'eau ou une eau de moindre qualité, à réduire les pertes de quantité et/ou de qualité de l'eau de la source à l'utilisation et à l'épuration et/ou à réduire la demande pendant les périodes de pointe pour encourager une utilisation pendant des périodes moins chargées. La GDE englobe également des mesures comme celles qui tendent à améliorer l'efficacité du système d'approvisionnement en eau lorsque l'eau manque, par exemple en période de sécheresse. La GDE constitue un cadre qui peut faciliter une amélioration de l'équité, une plus large participation à la prise de décisions et une réduction de l'impact sur l'environnement.

### **II. RELATION AVEC LES ACTIVITÉS DU FIDA**

4. Les principaux groupes cibles de l'Initiative régionale concernant la demande d'eau (WaDimena) sont notamment les usagers de l'eau visés par les projets en cours ou prévus appuyés par un financement du FIDA ainsi que les décideurs et les instituts de recherche des pays de la région

ANNEXE II

POAN. Les bénéficiaires directs sont les associations d'usagers de l'eau et les organisations de la société civile ou leurs représentants. Les autres bénéficiaires sont les ministères de l'eau et de l'irrigation, les autorités responsables des ressources hydrauliques, les universités, les centres de recherche et les autres institutions nationales intéressées. L'initiative *WaDImena* répond à l'un des objectifs stratégiques du FIDA, qui est d'améliorer un accès durable à l'eau. Cet objectif doit être réalisé grâce à un renforcement des capacités des organisations locales et des institutions nationales, à une promotion du dialogue, d'une sensibilisation, de la création de réseaux et d'un échange de connaissances et à l'appui à des travaux de recherche et à des activités pilotes de caractère pratique au niveau des pays.

5. Les pays visés par l'initiative *WaDImena* sont la plupart des États membres du FIDA de la région POAN. Les pays actifs sont l'Algérie, l'Autorité palestinienne, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et le Yémen. L'on s'emploiera également, pendant la mise en oeuvre de l'initiative, à y associer les autres pays de la région POAN, à savoir l'Iraq, le Soudan et la Turquie. Les pays du Golfe en bénéficieront également par le biais d'une participation aux ateliers et des campagnes de sensibilisation du public. Il a été décidé que tous les pays devront avoir l'occasion de bénéficier des activités réalisées dans le contexte de l'initiative *WaDImena* au moyen de la diffusion et de l'échange d'informations, de réseaux et de la participation aux ateliers, réunions et séminaires régionaux. Si des ressources financières et humaines suffisantes sont disponibles, la portée de l'initiative *WaDImena* sera élargie pendant sa mise en oeuvre.

### III. PROGRAMME PROPOSÉ

6. **Objectif de développement.** Le programme tend à promouvoir une gestion efficace de l'eau en améliorant l'efficacité, l'équité et la durabilité des utilisations de l'eau dans les pays de la région POAN.

7. **Le but du programme** est de faciliter l'adoption et l'application de stratégies, de politiques et d'outils de gestion de la demande d'eau dans les pays de la région POAN.

8. **Objectifs spécifiques.**

- Faire mieux comprendre les avantages, possibilités, défis et incitations de la GDE dans une perspective multisectorielle et pluridisciplinaire.
- Renforcer les capacités des décideurs, des instituts de recherche, des institutions, des usagers de l'eau et de la société civile.
- Donner à toutes les parties prenantes une occasion de promouvoir le dialogue, de renforcer les partenariats, d'échanger des données d'expérience et de créer des réseaux.
- Renforcer et compléter les initiatives nationales, régionales et mondiales.

9. **Portée du projet.** L'initiative *WaDImena* sera mise en oeuvre sur la période de cinq ans comprise entre septembre 2004 et avril 2009. L'initiative devra être lancée en septembre 2004.

#### **Composantes du programme et principales activités**

10. **Recherches orientées vers l'action.** Il sera entrepris des recherches orientées vers l'action afin de combler les lacunes des connaissances existantes et de résoudre des problèmes techniques, politiques ou de gestion spécifiques en offrant une solution concrète et réaliste dans un contexte spécifique. Il s'agira de promouvoir l'innovation, l'expérimentation, l'apprentissage, l'adaptation et l'application à grande échelle des résultats des recherches. L'on s'attachera particulièrement à encourager les pays qui ont trouvé des solutions "réussies" à leurs problèmes de ressources hydrauliques à fournir une assistance aux autres pays de la région en les aidant à expérimenter et à

tirer des enseignements du processus lui-même et de ses résultats. Dans le contexte de l'initiative *WaDimena*, il sera lancé un appel de proposition pour l'octroi par concours de subventions de recherche aux plans régional, national ou local. Ces subventions pourront atteindre jusqu'à 20 000 USD et seront accordées pour la réalisation de recherches novatrices et l'application d'une approche pluridisciplinaire de la gestion de la demande d'eau aux plans technique, institutionnel, économique et comportemental. La priorité sera accordée aux propositions qui: i) seront axées sur les organisations communautaires pauvres qui s'occupent des ressources hydrauliques et ii) sont axées sur des problèmes auxquels seront confrontés les petits agriculteurs et les femmes.

11. **Activités pilotes sur le terrain.** Les activités pilotes seront des applications pratiques à petite échelle d'une technologie ou d'un outil de GDE déterminé. Elles seront conçues de manière à démontrer des solutions concrètes, dont certaines pourront provenir de recherches précédentes. Les projets pilotes comprendront également des recherches et études tendant à promouvoir l'innovation et à exploiter les enseignements retirés. Les activités pilotes sur le terrain auront pour but de comprendre les méthodes qui sont viables et celles qui ne le sont pas ainsi que de démontrer comment certaines technologies et approches et certains outils peuvent être appliqués avec succès dans un contexte déterminé. Au stade de la conception des activités pilotes, il y aura lieu de mettre l'accent sur les possibilités d'application à plus grande échelle, la promotion de l'application locale et d'un accès équitable à l'eau, la durabilité des résultats et les options pouvant être envisagées pour diffuser et échanger les informations recueillies. Les activités pilotes auront pour la plupart une nette orientation technique. Toutefois, pour promouvoir l'approche multisectorielle et pluridisciplinaire qui sous-tend l'initiative *WaDimena*, les activités pilotes devront également tenir compte des considérations institutionnelles, politiques, économiques, sociales, culturelles et comportementales (y compris l'impact sur l'égalité entre les sexes). Lorsque cela sera approprié et possible, les activités pilotes sur le terrain seront exécutées avec la participation des communautés qui bénéficient des projets en cours entrepris avec un appui du FIDA.

12. **Échanges régionaux et interrégionaux.** Un mécanisme régional d'échanges sera mis en place pour encourager le transfert de pratiques optimales, l'échange de connaissances et le renforcement des capacités. Ce mécanisme sera géré dans le contexte de l'initiative *WaDimena* pendant toute la durée du programme, et l'on veillera à ce que tous les pays actifs de la région POAN puissent y participer. Les thèmes des échanges régionaux et interrégionaux seront sélectionnés à la lumière des besoins d'un pays et des pratiques optimales et de l'expérience comparative des autres pays de la région. Les résultats des activités pilotes et des recherches orientées vers l'action pourront également être diffusés par le mécanisme régional d'échanges.

13. **Renforcement des capacités.** Le renforcement des capacités est un processus continu et itératif qui sera intégré à toutes les activités. Dans chacune des étapes de la mise en oeuvre de l'initiative *WaDimena*, le renforcement des capacités de la société, des institutions et des individus constituera à la fois un objectif et un résultat, particulièrement dans le contexte des recherches orientées vers l'action, des activités pilotes sur le terrain et des échanges régionaux. L'initiative *WaDimena* tendra surtout à remédier à l'insuffisance des capacités aux niveaux individuel et institutionnel ainsi qu'à exploiter les compétences et les structures existantes pour orienter dans un sens positif les mesures de gestion de la demande d'eau. Les activités de renforcement des capacités financées au moyen du don seront toutes axées sur la demande (des individus, des communautés ou des institutions) et consisteront notamment à former des formateurs, à organiser des ateliers et des conférences et à appuyer les chercheurs au moyen de subventions.

14. **Réseaux du savoir.** La création de réseaux est un aspect clé de l'initiative *WaDimena*. Ce que l'on pourrait appeler la "communauté de GDE" se compose des individus et des personnes qui s'occupent de la gestion de la demande d'eau dans la région. L'initiative *WaDimena* exploitera le réseau social ainsi établi pendant son exécution et étendra sa sphère d'influence aux chercheurs, aux



ANNEXE II

autorités nationales et locales, aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux autres institutions qui s'intéressent à la gestion des ressources hydrauliques de manière à avoir un impact aussi large que possible. En particulier, l'initiative *WaDImena* renforcera les liens qui ont déjà été établis avec les activités en cours dans ce domaine sous l'égide de l'Initiative mondiale des Nations Unies pour l'eau, le Partenariat mondial pour l'eau et les autres initiatives régionales appuyées par la Commission économique et sociale pour l'Afrique de l'Ouest, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PAM/PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale. Ces liens seront resserrés par le biais de la participation des institutions en question aux conférences internationales et il sera mené un effort continu de communication et d'échange d'informations afin de promouvoir l'application d'une approche commune de la GDE dans la région POAN. En ce qui concerne les pays du Golfe, les activités tendront à appuyer les campagnes de sensibilisation du public menées par l'Organisation arabe de développement agricole (OADA).

15. **Résultats escomptés.** Les résultats attendus de l'initiative *WaDImena* sont les suivants:

- Meilleure compréhension de l'utilisation et de l'application des méthodes, outils et approches de la GDE adaptés aux conditions locales sur la base d'une série d'indicateurs à identifier.
- Renforcement des compétences ainsi que des capacités individuelles et institutionnelles afin d'exercer une influence positive sur la GDE aux échelons national et régional.
- Appui à des recherches solidement documentées au niveau des politiques générales et institutionnalisation de relations entre les chercheurs et les décideurs.
- Resserrement des liens et renforcement des arrangements de collaboration avec les programmes nationaux, régionaux et internationaux de gestion de l'eau afin de faciliter l'application de méthodes de gestion de la demande d'eau.
- Identification et formulation d'options en vue de la mise en oeuvre de l'initiative GDE dans la région POAN.

#### IV. ARRANGEMENTS D'EXÉCUTION

16. La mise en oeuvre de l'initiative *WaDImena* sera coordonnée par le bureau régional du CRDI pour le Moyen-Orient, basé au Caire. Le CRDI sous-traitera également à l'OADA les tâches de liaison et la prestation des services concernant les activités intéressant les pays du Golfe. Cela sera financé exclusivement par le FIDA à concurrence d'un montant de 200 000 USD, l'assistance technique et administrative devant être fournie par le CRDI.

17. Il sera constitué plusieurs comités pour mettre en oeuvre la proposition: i) un comité scientifique de recherches orientées vers l'action chargé de fournir des avis de caractère scientifique et technique pour la mise en oeuvre de l'initiative; ii) des équipes nationales qui assureront l'essentiel de la liaison avec l'équipe GDE et qui aideront à mobiliser les ressources humaines requises et à orienter les activités et leurs résultats au niveau des pays au plan local; iii) un comité de gestion des projets chargé de suivre la mise en oeuvre de l'initiative au plan national, de décider des activités et des composantes du programme, de renforcer les réseaux régionaux et de diffuser les résultats des recherches; et iv) un comité directeur du projet qui assurera la direction stratégique de l'initiative.

#### V. COÛTS INDICATIFS DU PROGRAMME ET FINANCEMENT

18. Trois types de partenariat sont prévus pour la mise en oeuvre de l'initiative *WaDImena*: i) un cofinancement en espèces de donateurs principaux ou de donateurs parallèles; ii) la fourniture de services et de contributions indirectes/en nature; et iii) les échanges d'informations et une collaboration avec les initiatives régionales. Les arrangements de cofinancement prévus à ce stade

ANNEXE II

sont notamment les suivants: une contribution du FIDA de 1 million de USD sur une période de cinq ans, une contribution de 1,5 million de USD de l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) et une contribution de 0,85 million de USD du CRDI, soit un budget total d'environ 3,5 millions de USD. En outre, le FIDA fournira un financement parallèle de 200 000 USD pour les activités liées à la réalisation des campagnes de sensibilisation du public qui doivent être menées dans les pays du Golfe sous la coordination de l'OADA. L'Agence japonaise de coopération internationale, par le biais de l'Ambassade du Japon en Jordanie, et l'Agence allemande de coopération technique, dans le contexte de son programme en Jordanie, ont annoncé des contributions indirectes et en nature. L'on trouvera des estimations détaillées du coût du programme et un résumé des arrangements de financement dans le tableau ci-dessous.

Catégorie de coût	FIDA	CRDI	ACDI	TOTAL
Coordination du projet	210 529	156 199	312 398	679 127
Suivi et évaluation	93 595	106 442	138 883	338 920
Recherches orientées vers l'action	139 016	103 141	206 282	448 440
Activités pilotes	110 112	81 696	163 392	355 200
Mécanisme régional d'échanges	135 346	100 418	200 836	436 600
Campagnes de sensibilisation du public	200 000	-	-	200 000
Renforcement des capacités	89 466	66 378	132 756	288 600
Réseaux du savoir	107 015	79 398	158 797	345 210
Dépenses de gestion et d'administration	114 921	153 646	166 631	435 198
<b>Total des coûts du programme</b>	<b>1 200 000</b>	<b>847 318</b>	<b>1 479 975</b>	<b>3 527 295</b>

